

Le ras-le-bol de la France périphérique



Article rédigé par J.-P. Fabre Bernadac, le 13 juillet 2017

Certaines personnes victimes de délinquance se disent prêtes à en découdre et menacent de mettre en place une milice.

Il y a quelques jours, j'ai écrit sur les méfaits, à Montpellier, d'Albanais qui ont blessé un militaire de l'opération Sentinelle. Aujourd'hui, je vais aussi discourir sur des Albanais, sauf que ceux-ci sont des ruraux bien de chez nous. Ils s'agit des habitants du petit village d'Albens, entre le lac du Bourget et le lac d'Annecy, en fait un charmant petit bourg savoyard entre lacs et montagnes. Avec un tel environnement, on n'est pas loin du paradis. Pourtant, aujourd'hui, la population s'estime plutôt en enfer.

En effet, d'après *Le Dauphiné*, lundi 10 juillet, une vingtaine d'habitants d'Albens, lors du conseil municipal, se sont invités aux débats et ont interpellé le maire.

Ce devait être un conseil municipal plutôt tranquille, juste avant les vacances, les sujets de délibération étaient peu nombreux. Mais des citoyens exaspérés en décidèrent autrement.

Un porte-parole du groupe vint exposer les inquiétudes de la population avec des mots forts et sans langue de bois. Il osa rappeler que régulièrement, entre 20 heures et 2 heures du matin, les villageois étaient importunés par une bande de jeunes. Le gymnase, leur terrain de manœuvre, est l'endroit d'où partent leurs « activités » nocturnes. Face à lui et à ses compagnons, le maire d'Entrelacs et le maire délégué d'Albens eurent bien du mal à s'exprimer et à apporter des réponses aux préoccupations quotidiennes des villageois.

Pour ces derniers, la ligne rouge a été atteinte avec les nuisances impliquant la fermeture de la supérette Spar. En conséquence, certaines personnes victimes de cette délinquance se disent prêtes à en découdre et menacent de mettre en place une milice.

Face à cette offensive, Bernard Marin, le maire dirigeant ce regroupement de communes, n'a pu qu'informer sur l'installation de caméras dans la ville dès la rentrée. Celles-ci seront placées autour du gymnase, de la salle d'animation, de la rue du Spar et de la mairie, pour ne citer que les principales. Ce sont quelque 200.000 € qui seront investis dans une soixantaine de caméras entre les communes d'Entrelacs et d'Albens. De plus, un deuxième policier municipal va être embauché. Les horaires de travail pourront ainsi être doublés. L'édile a rappelé qu'un médiateur était présent depuis mai dernier auprès des jeunes, mais que sa mission était limitée, ce qui signifie, en langage non policé, qu'il n'a aucune influence sur ces derniers.

Enfin, la mairie a demandé le renfort de la cavalerie – comprendre : celui de la gendarmerie. Il a imploré le commandant de brigade de mettre en œuvre tous les moyens pour ramener le calme dans la commune. Après l'annonce de ces mesures, les manifestants se sont retirés en escomptant rapidement de visibles résultats.

Le prochain conseil municipal prévu fin août risque d'être aussi chaud que la météo si rien ne change dans la gestion du groupe de « jeunes ».

Il y a quinze jours, c'était à Saint-Michel (en Charente) que s'était matérialisé le ras-le-bol des habitants face à la délinquance juvénile.

Certes, de tels propos font penser à Clochemerle, mais ils n'en démontrent pas moins que la répétition de faits délictueux sans que rien ne soit entrepris pour y mettre fin risque de transformer de paisibles campagnards en force de sécurité déchaînée.

Au fait, de 2008 à 2013, la commune d'Albens a augmenté de 14,75 % sa population, ceci alors que le reste de la Savoie se cantonnait à 3,73 %.

Je suis sûr que ces derniers chiffres vous forgeront une petite idée de ce qui est susceptible d'entraîner actuellement ces incivilités record.

Source : Boulevard Voltaire